

**LE MANS : DES TRAVAILLEURS SOCIAUX EN PROCÈS
MANIFESTATION LUNDI 4 OCTOBRE - 12 HEURES
RENDEZ-VOUS DEVANT LA GARE**

TOULON — Rassemblement à l'appel des groupes FA Nada et Région-toulonnaise contre la venue, dans le Var, d'Edouard Balladur et Charles Pasqua, et pour dire « non » à l'austérité, le JEUDI 7 OCTOBRE à 17 h, place des Mûriers (face à l'entrée principale du centre commercial Mayol).

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

30 SEPTEMBRE
AU 6 OCTOBRE 1993

N° 926

10,00 F

PARIS-GALÈRE POUR LES MAL-LOGÉS

LES SANS-LOGIS du 41, avenue René-Coty ne sont pas prêts de retrouver un logement. Malgré leurs actions de la semaine passée, ils n'ont pas réussi à faire céder une mairie de Paris qui, parce qu'elle trouve cela « injuste et immoral » (selon son premier adjoint Jean Tibéri), se refuse à « reloger en priorité des squatters ». Drôle de sens de la moralité et de la justice.

Les manifestations de mercredi 22 et du vendredi 24 se sont soldées par des échecs : la mairie campe sur ses positions. Les sans-logis s'étaient pourtant résolus à rappeler le très médiatique abbé Pierre, pour tenter de faire fondre l'âme charitable et chrétienne des responsables. Il aura obtenu une réponse de jésuite de la part du conseiller de Balladur : on leur paye l'hôtel quelques jours, on discute et on voit si on peut envisager éventuellement l'engagement d'une procédure de recherche de logements ! Comprenez : on vous prend pour des cons et disparaissent. Les familles l'ont bien compris, elles, qui continuent d'exiger des propositions de relogement fermes et écrites (la parole de la Ville de Paris ne vaut pas grand-chose. L'expérience le prouve, en pareil cas). Une nouvelle manifestation était prévue mercredi 29 à 18 h, du 41, avenue René-Coty jusqu'à la mairie de Paris.

La politique gouvernementale, en matière de logement, notamment, s'apparente à une bonne vieille recette qui rappelle le XIX^e siècle. Elle compte trois éléments fondamentaux : d'abord satisfaire les riches ; ensuite faire la charité aux pauvres ; enfin, pour faire mijoter le tout, calmement, quelques coups de matraques.

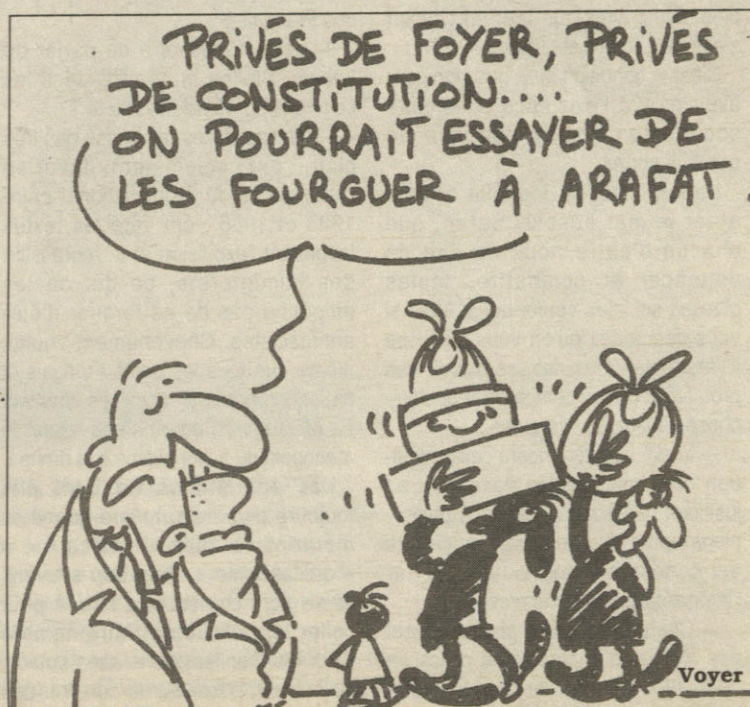
Evidemment, pour les expulsés et les squatters ! Le député du quatorzième arrondissement se propose même de criminaliser les occupations illégales, avec des peines de prison à l'appui. Il a annoncé la prochaine proposition d'une loi dans ce sens. En

Un peu de levain, qui de la détresse, fait naître la révolte des insoumis.

outre, depuis janvier 1993 (merci au gouvernement socialiste), la « trêve hivernale » n'existe plus pour les occupations illégales : les squatters peuvent être expulsés à n'importe quelle époque de l'année. Seuls les locataires en titre seront protégés des expulsions à compter du 15 octobre prochain.

Côté charité, le gouvernement Balladur vient d'annoncer son intention d'offrir, d'ici trois ans, dix mille places supplémentaires pour l'hébergement d'urgence des SDF en Ile-de-France. Cela doublera la capacité d'hébergement de la région. Ce sera, malgré tout, fort peu face aux dizaines de milliers de sans-abri de la capitale. Les Restos du Cœur sont plus que jamais d'actualité. Les propriétaires pourront apaiser leur conscience tourmentée chaque hiver par ces reportages télévisés sur les sans-logis.

Ils en auront les moyens, car le gouvernement vient également d'annoncer l'abaissement du seuil d'imposition des SICAV monétaires à 50 000 francs, afin de favoriser l'investissement dans la pierre, défiscalisé il y a quelques mois. En outre, rappelons l'« assouplis-



sement » des hausses de loyers en région parisienne.

La question du logement prouve l'absurdité de la société actuelle : des dizaines de milliers de logements et de bureaux sont vides, interdits d'accès aux dizaines de milliers de sans-logis. Les anarchistes se sont attachés de longue date au combat contre les expulseurs et les propriétaires. Ils ont également proposé des solutions de gestion collective de

l'habitat et de suppression de la propriété privée du patrimoine immobilier.

Aucun doute que l'hiver, comme chaque hiver, sera difficile. La présence sur le terrain des anarchistes pourrait être un peu de ce levain qui, de la détresse, fait naître non pas la pitié des spectateurs impuissants, mais la révolte des insoumis.

B. Dekoninck
(gr. Louise-Michel - Paris)

EDITORIAL

« Germinal » : briquet mondain et mouvement ouvrier

LES ANCIENS MINEURS ne seraient-ils bons qu'à jouer les figurants, les sans-grade, les laissés-pour-compte ? Que dire en effet du rôle que leur a fait jouer le Conseil régional Nord/Pas-de-Calais lors de l'avant-première de *Germinal* lundi 27 septembre au Palais des Congrès ? Était-ce vraiment à ces anciennes gueules noires exploitées par le système de faire une haie d'honneur aux personnalités du show-biz et du monde politico-médiatique ? Quelle indécence que cet hommage du prolétaire au nanti ! Comment des ouvriers ont-ils pu intérioriser à ce point le statut d'infériorité que la société leur confère ? Fallait-il pousser l'impudeur jusqu'à proposer au gratin réuni ce soir-là à Lille (Toscan du Plantier, Catherine Deneuve, Michel Charasse...) un « cocktail inspiré du briquet (casse-croûte) du mineur » ? Comment Marie-Christine Blandin a-t-elle pu laisser passer une chose pareille ? La mémoire des mineurs à laquelle elle fait référence ne serait-elle qu'un prétexte à une bonne opération publicitaire ? Rappelons, à ce propos, que la région n'a pas lésiné

sur les moyens puisqu'un TGV spécial était affrété de Paris et qu'un budget d'un million de francs avait été débloqué pour l'occasion...

Ces observations étant faites, essayons de mettre en lumière le problème que pose *Germinal* au mouvement ouvrier.

Que Zola, écrivain bourgeois et grand pourfendeur de la Commune de Paris, se plaise à décrire la condition ouvrière, c'est son droit ! Que Berri, pur produit du cinéma français et de son système de production capitaliste, en fasse autant, c'est également son droit ! Mais notre respect de la liberté d'expression exige la réciprocité. Or, il faut bien constater que la classe ouvrière, déjà privée des capitaux économiques et politiques, n'a pas les moyens d'une expression culturelle autonome.

Il ne s'agit pas ici de demander à Berri, lui qui exploite la nostalgie et l'émotion bien légitime des anciens mineurs, de reverser les bénéfices de son film au mouvement ouvrier (mieux encore, de créer une coopérative de production et de distribution

cinématographique). Il s'agit plutôt, pour le mouvement ouvrier aujourd'hui, de s'interroger sur ses propres capacités à gérer sa mémoire. En effet, parler de transformation sociale, de citoyenneté, d'autogestion et laisser à d'autres le soin de mettre en scène l'histoire ouvrière, est à la fois une contradiction et une preuve de faiblesse. D'ailleurs, Zola, lui-même, n'est pas le « sociologue » objectif qu'il prétendait être. Ses personnages sont caricaturaux et ses représentations culturelles de la classe ouvrière sont celles d'un bourgeois bien pensant. Bref, en matière de littérature comme de cinéma ou de lutte politique et sociale, il est temps que le mouvement ouvrier renoue avec la célèbre formule de la 1^{ère} Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Eric Dussart (individuel FA - Lille)

N.B. : lire page 8, rubrique « Rendez-vous », conférence-débat à Lille, le samedi 2 octobre, au sujet du mineur Benoît Broutchoux.

**« QUINZE JOURS DANS
LA PEAU D'UN JURÉ
D'ASSISES »
P. 5**

T2137 - 926 - 10,00 F



De l'antifascisme à la ligne Maginot

IL EN EST DES IDÉES comme des baffes, celles que nous recevons ne nous font pas forcément du bien. C'est ainsi que tout un chacun s'affirme antifasciste, même le FN.

C'est la condition *sine qua non* pour avoir droit à l'existence dans cette société, un acquis politique en quelque sorte.

Le fascisme est identifié comme étant le mal absolu, Satan, que chacun d'entre nous se doit de dénoncer et combattre, toutes classes sociales confondues. Mais si vous demandez qu'on vous définisse le fascisme, vous risquez d'avoir des problèmes pour y comprendre quelque chose. Quelques exemples :

— le sioniste dénoncera l'extermination des Juifs par les nazis tout en justifiant l'assassinat d'enfants palestiniens parce que son projet sociétal est conditionné exclusivement sur l'interprétation de textes religieux ;

— Churchill a liquidé physiquement des milliers d'antifascistes grecs en 1944-1945 au nom de la lutte contre le communisme et pour rétablir une monarchie fasciste sympathique aux yeux de la royauté britannique. Ceci en pleine guerre contre Hitler et Mussolini ;

— de Gaulle défilait sur les Champs-Élysées le 8 mai 1945 pour célébrer la victoire contre le nazisme et le fascisme, alors qu'au même moment l'armée française massacrait allégrement entre 10 000 et 40 000

Algériens à Sétif. Est-ce vraiment important puisque les Algériens n'étaient que des indigènes et pas des Français ;

— est-il nécessaire de parler de Lénine, Staline et des PC dans les colonnes du *Monde libertaire* ?

— les socialistes, au passé pas très clair, ont sciemment favorisé l'émergence du Front national entre 1983 et 1985 ; ont voté les textes favorisant l'expulsion et la répression des immigré(e)s, ce qui ne les empêche pas de se targuer d'être antifascistes. Chevènement voulait même que tous les petits Français et toutes les petites Françaises chantent *La Marseillaise*, pour ne pas laisser le monopole du nationalisme à la droite !

Les anarchistes ne sont pas toujours plus nets, même quand ils ajoutent le mot « radical » à « antifascisme ». Bien trop souvent, ils se sont contentés d'être là pour coller les affiches et faire nombre dans les manifestations sans vouloir, ou pouvoir, peser sur le contenu des débats.

Maintenir la critique sociale dans un flou humanitaro-émotionnel

L'antifascisme est vendu à la criée. Plus antifaf que moi, tu meurs !

Historiquement, le fascisme est lié à la montée des forces réactionnaires en Italie. Mais au fil du temps, ce

concept s'est vidé de tout sens et joue le rôle de la ligne Maginot. Tous unis et faisons front ! C'est beau, c'est touchant et ça donne des émotions. Sauf qu'il y a belle lurette qu'elle est contournée la ligne Maginot ! Alors, être antifasciste, c'est quoi ?

En fait, la définition varie avec l'approche et la critique sociale que chacun a de cette société, et on n'y trouve jamais rien d'autre que ce que l'on veut bien y mettre. Est-ce un hasard s'il y a autant de mouvements antifascistes que de sensibilités politiques ?

L'antifascisme ne sert plus qu'à maintenir la critique sociale dans un flou humanitaro-émotionnel au même titre que les opérations grains de riz pour la Somalie. C'est une marchandise facile à vendre à une jeunesse toujours sensible aux injustices. Cela canalise les révoltes et masque l'urgence qu'il y a à contester les mécanismes profonds qui nous préparent des reculs sociaux peut-être sans précédents.

Faut-il rappeler que l'extrême droite a toujours été puissante en France ? Souvenons-nous de Mac Mahon, Boulanger, les Croix de Feu, Pétain, l'OAS... Le FN n'a fait que reprendre le flambeau d'une tradition réactionnaire bien française qui n'a jamais disparu. Même si, entre 1945 et 1981, elle a été le plus souvent réduite au silence médiatique et obligée de rester immergée dans les différentes formations de droite.

Le Parti socialiste n'a pas créé artificiellement le phénomène de foire Le Pen, mais a facilité ses mises en scène, espérant ainsi diviser suffisamment la droite pour garder le pouvoir.

Finalement, l'extrême droite a retrouvé sa place sur l'échiquier politique français, et pèse effectivement sur les choix et les orientations de la société. Mais se focaliser sur le FN serait une erreur grossière ou une manipulation de première.

Le fatalisme est une attitude qui conduit à penser qu'on ne peut faire autrement que de s'adapter comme on

peut à une situation, qu'il faut s'y soumettre et se débrouiller pour survivre. Voilà ce qui est distillé quotidiennement.

Le RMI est une régression sociale

Ce qu'il faut comprendre, c'est que la création et l'acceptation du RMI est une régression sociale qui pérennise, institutionnalise et légalise la classe des « exclu(e)s » : il est normal qu'il y ait des « exclu(e)s » dans une société. La preuve, le législateur, dans sa générosité, y a pensé ! Il faut l'accepter, c'est comme ça. Cela rassure, donne bonne conscience à celles et ceux qui ont la « chance » d'avoir un emploi et maintien sous perfusion permanente les « heureux bénéficiaires ».

Ce système de contrôle social participe plus qu'il n'y paraît à briser les individus et nous conditionne à avoir des réflexes sociaux de soumission, que nous soyons « exclu(e)s » ou pas.

L'Etat distille l'idée que rien ne lui échappe, qu'il s'occupe de tout, même de ceux et celles que le système marginalise. Tout est prévu, vous n'avez rien à faire. Les clochards « volontaires », qui croient contester l'ordre social par leur mode de vie, ont du souci à se faire.

Ce sont des mesures de ce type qui préparent le lit du fascisme. Merci, la gauche. A droite, personne n'y trouve à redire.

Le retour du servage

Au nom du plein emploi, l'Etat a développé toute une panoplie de statuts sociaux de sous-salarié(e)s : Contrats emploi-solidarité, stagiaires, intérimaires, contrats de qualification, petits boulots... Il explique aux chômeurs et chômeuses que s'ils n'ont pas de boulot c'est parce qu'ils ne savent pas se vendre ou faire un CV, ou bien encore qu'ils ne sont pas ou plus compétitifs (trop jeunes, trop vieux...). Ces millions de personnes se trouvent dévalorisées et humiliées. Mais il paraît que c'est mieux que rien que de faire semblant de travailler dans une « entreprise fictive ». Ça nous met en situation psychologique positive face à un virtuel emploi, il faut garder l'espoir, espérer, nous répète-t-on.

Ce type de discours finit par décourager ou faire tourner en bourrique les vrais tête(e)s. On assiste à un véritable retour au servage :

— des gamins de cinq ans traitent comme moins que rien la bonne que leurs parents se sont payée en déduisant toutes les charges afférentes à leurs impôts !

— le CES, à qui le petit employé de bureau demande de ramasser les feuilles qu'il a fait tomber, et qui

s'exécute parce qu'on ne sait jamais : il y a une vague possibilité d'embauche !

— le chauffeur routier, fraîchement sorti de son stage, qu'on embauche en Contrat à durée déterminée (CDD) pour cinq mois, qui travaille comme un fou chaque jour de quatre heures du matin à trois heures de l'après-midi, qui est finalement viré à la fin de son contrat et voit embaucher les nouveaux CDD qui sortent tout juste du même stage qu'il avait fait ! Et il n'a même pas droit au chômage !

— sans parler du type illettré, viré des ASSEDIC parce qu'il n'a pas su remplir un papier !

Voilà comment toute volonté de contestation s'annihile et prépare les individus et les collectifs à de plus grands sacrifices encore. Le drame, c'est que ça marche !

Les exemples de réductions volontaires de salaires ou les horaires de travail en fonction des impératifs de la production (il y a même des manifestations, le dimanche, chez Virgin) ne manquent malheureusement pas.

Il faut interpréter les opérations de licenciements chocs comme une mise en spectacle destinée à terroriser le populo, à lui foutre la trouille pour l'insécuriser et désamorcer toute velléité de se rebiffer (de l'atelier au taxi, direction l'ANPE, ou la dernière annonce simultanée de 12 000 personnes virées par Air France, Peugeot, Thomson-CSF, Bull). Qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour sauver son emploi et la sacro-sainte retraite ! Bien sûr, l'honneur est sauf, puisque les lois sur les 39 heures, la retraite à 60 ans et le SMIC sont maintenus. Encore une ligne Maginot ! C'est quoi les acquis sociaux ?

La peur s'est installée au sein de chaque individu. La peur de perdre son emploi qui fait percevoir l'autre comme un concurrent, voire un ennemi potentiel, et fait dire à l'ouvrier de chez Peugeot : « Plus de 4 000 licenciements annoncés... personne n'en parle dans l'usine, sinon... on risque d'être sur la prochaine liste ».

Comment s'étonner de la montée du racisme dans une ambiance de « chacun pour soi et tout pour moi » ? Qu'y a-t-il de surprenant à ce que les notions de clan, de famille, de patrie, de nation reviennent à l'ordre du jour alors que les réseaux sociaux d'entraide, de contestation et de revendications ne savent plus percevoir les enjeux politiques actuels, s'enferment en des litanies et des stéréotypes archaïques. Est-ce vraiment la faute de l'extrême droite ? Elle se nourrit tout simplement de cette peur.

Ce qu'il faut constater, c'est que ceux qui se sont laissés enfermer dans le débat pour ou contre Maastricht (qu'ils l'aient voulu ou non), ont permis la cristallisation et l'émergence d'un nationalisme des

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n°(inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

UN CONTRÔLE D'IDENTITÉ QUI FINIT EN PROCÈS

Pour un regard qui ne se détourne pas

plus réactionnaires (si c'est possible), sous prétexte de savoir s'il fallait mettre un mur autour de la France ou de l'Europe !

Jachète français parce que c'est français !

Ce nationalisme, dont le FN se gargarisait d'être jusqu'alors le seul défenseur, est devenu un enjeu de société revendiqué par tout l'échiquier politique.

Cela a par ailleurs révélé des convergences entre le FN, le PC, Séguin, Chevènement, certains Verts, une bonne partie de l'extrême gauche d'un côté, les socialistes, les libéraux et d'autres Verts de l'autre.

Et oui, les gros malins et fins tacticiens qui croient qu'on peut impunément s'approprier les valeurs qui cimentent la société de classes en l'affublant d'une casquette de gauche, il faut assumer !

Depuis, les faits ont montré toute la valeur à accorder au fumeux traité de Maastricht. Par contre, la montée en puissance des courants nationalistes s'est précisée. Encore un effort et un peu d'exaltation, et nous verrons poindre les appels unitaires à manifester pour sauver la nation des griffes américaines ou autres.

Ceux qui aujourd'hui achètent une machine à laver française parce qu'elle est française, même si elle est plus chère, sont déjà pré-conditionnés. Les marchands savent que c'est un argument publicitaire rentable ! Pendant ce temps, Nicole Notat, la cheftaine de la CFDT, « fait » son université d'été en Tunisie ; Mitterrand vend le TGV en Corée ; EDF vend du nucléaire aux Russes et les banques, bien françaises, escroquent en toute impunité six milliards de francs aux impôts en 1992... Des règles à la concurrence... c'est tout nouveau, ça vient de sortir, aurait dit Coluche.

Le capitalisme n'a rien à faire des règles, sauf quand ça l'arrange. L'État n'a jamais eu comme fonction de réguler les échanges mais de contrôler les populations ! Il n'y pas de hasard ni de providence. Ce sont des nécessités de développement et de survie qui poussent le capitalisme à faire exploser les rapports de production, connus sous les termes de « société démocratique et libérale à économie de marché ».

Il est possible que la restructuration des zones de production oblige à faire la guerre ici où là... à faire une paix ailleurs. Tant pis ou tant mieux pour les populations concernées, c'est selon. Mais tout ceci s'articule parfaitement et concourt à étendre et homogénéiser le marché, pour de meilleurs profits.

Pour l'anarchisme !

Et si un charlatan comme Balladur a, pour le moment, la cote dans les sondages, ce n'est sûrement pas parce qu'il crée des emplois. En fait, après avoir tout essayé à gauche comme à droite, chacun(e) est conscient(e) que nous sommes arrivés à une limite au-delà de laquelle la cohésion sociale ne peut plus être assurée. Si Balladur (ou Mitterrand) saute, nous sautons tous dans l'inconnu. Aucun politicien n'a suffisamment de poids pour les remplacer. Tous sont des hommes (eh oui) de clans qui se jouent les uns contre les autres et qui, s'ils

avaient le pouvoir, feraient le jeu des forces économiques et sociales partisans qui les poussent en avant. Autrement dit, nous pourrions connaître une période trouble, voire une guerre civile. Mieux vaut Balladur, que rien du tout, disent les « braves gens ». La paix civile contre la lutte sociale ! Combien de temps peut tenir cet exercice d'équilibre ? Nul ne le sait vraiment. Nous pouvons le comprendre, mais peut-on se satisfaire d'un tel choix, d'une telle fuite en avant ? Sûrement pas, car accepter cette perspective, c'est accepter toujours plus de sacrifices économiques et sociaux, toujours plus de répression et finalement accepter d'être totalement soumis au bon vouloir des dominant(e)s. Ce qui est l'essence même du fascisme.

Les élections présidentielles de 1995 conditionnent déjà toute la vie politique, y compris à l'extrême gauche et chez les écolos. Il y a fort à parier que cette élection se jouera en faveur de celui qui prétendra le mieux garantir la survie de l'identité nationale, du « fabriquons français » et autres rodontades nationalistes. Les effets de manche de Balladur à propos du GATT et du franc n'en sont que les prémisses, Pasqua étant chargé de mettre au pas la piétaille et les immigré(e)s... en respectant les droits de l'homme, bien entendu. Encore une ligne Maginot !

Le Pen, dans tout ça, ne pèse pas lourd et voit son fonds de commerce proprement pillé. Notre avenir se joue non pas à essayer de rassembler tous les antifascistes du monde, ce qui est illusoire et plein de chaussetrapes, mais bien à impulser des luttes porteuses de transformations sociales. En dépit de cette analyse pouvant paraître un peu sombre, il n'y a pas lieu de désespérer. Peu de gens sont totalement dupes, et il n'est pas rare d'entendre dire qu'il faut changer les règles du jeu. Ne sous-estimons pas l'écho que peuvent avoir nos critiques et nos actions. Nous sommes plus écoutés qu'il n'y paraît, et souvent nos arguments portent.

Avec un peu d'audace, et en sachant prendre des initiatives intelligentes, nous pouvons contribuer à la définition d'un projet social égalitaire et libertaire. C'est la seule façon de se préparer un avenir conséquent.

Bernard
(gr. Déjacque - Lyon)

PARIS
L'Union régionale parisienne de la FA
vous invite à la projection
du film de Margo Harkin
« HUSH-A-BYE, BABY »
consacré à l'avortement
et à la contraception en
Irlande du Nord
SAMEDI 2 OCTOBRE - 15 H
au local « La Rue »
10, rue Robert-Planquette
(M^o Blanche) 18^e arr.

ALBI
SAMEDI 2 OCTOBRE - 17 h 30
15^e fête antimilitariste du Collectif
des objecteurs tarnais (COT) à la
Maison de quartier de Cantepau,
avec : Hookie Koochie Band (blues),
Gavroche (chansons réalistes) et
Lancelot et Fiesta fusion (rock).

Martine Madouni eut l'outrecuidance de regarder un contrôle d'identité, ce 15 décembre 1992, à la station de métro Nation, alors qu'elle rentrait chez elle, après une réunion du Planning familial. Banal contrôle d'un voyageur maghrébin. Banal et souvent dangereux pour le contrôlé. Là, ce fut le banal comportement policier qui consiste à interpellé, insulter, malmener, séquestrer celui ou celle qui s'occupe de ce qui ne devrait pas le regarder et qui ose ne pas détourner les yeux.

Martine est coupable d'avoir été témoin d'un contrôle d'identité.

Mais Martine est aussi coupable de s'appeler Madouni. Pasqua n'était pas encore revenu au pouvoir : le contrôle d'identité à tout moment, sans aucun motif, était déjà légalisé. Combien sont-ils à pouvoir dire qu'il était pratiqué depuis fort longtemps ?

Pour ce seul regard « coupable », les flics l'ont injuriée, cognée, enfermée vingt-quatre heures, durant lesquelles elle ne put téléphoner à sa jeune enfant de neuf ans, seule à la maison. Elle n'obtint pas davantage la visite médicale qu'elle réclama lors de sa garde-à-vue.

Pour ce seul regard coupable, elle fut condamnée, le 30 avril dernier, à verser 2 000 F d'amende et 3 000 F de dommages et intérêts à la « victime » policier, pour « insultes, coups et blessures volontaires à agent dans l'exercice de ses fonctions ». « D'après le rapport de police, elle aurait, à elle seule, agressé verbalement et physiquement une brigade de huit policiers qui procédaient à un contrôle d'identité. » (1)

Martine a fait appel. Le procès se tiendra le 11 octobre à 9 heures, au Palais de Justice de Paris. Martine a besoin de soutien pour gagner sa relaxe.

Pour que de nombreux regards se tournent...

Hélène Hernandez
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

Nouvelles du front

PAU : PÉTITION ET PROCÈS POUR MARC DABADIE (RAPPEL)

Marc Dabadie, objeteur-insoumis, sera jugé par le Tribunal de Grande instance de Pau le lundi 18 octobre à 9 h. En attendant, son comité de soutien fait circuler une pétition, qui sera adressée au Président de la Chambre spécialisée en affaires militaires. Pour obtenir celle-ci, écrivez à : **Comité de soutien à Marc Dabadie, SPOC, 40330 Amou.** Le texte de la pétition peut être repris et envoyé à : **Monsieur le Président de la chambre spécialisée en affaires militaires, Tribunal de Grande instance, Palais de Justice, 64000 Pau.**

Associations

SYNDICAT DÉMOCRATIQUE DE BANQUES

Le SDB, dans le cadre de sa lutte contre la privatisation de la BNP, la remise en cause du repos hebdomadaire (décret de 1937), la casse de la convention collective et du régime des retraites, l'annualisation du temps de travail... appelle à une assemblée-débat l'ensemble du personnel parisien de la BNP le jeudi 30 septembre à 10 h, dans le **hall de l'immeuble Barbès, 8, rue de Sofia, 75018 Paris** (lieu de permanence du SDB-BNP).

SAINT-AVOLD (MOSELLE) : DÉBAT PUBLIC ANTIFASCISTE

L'Association culturelle libertaire, le collectif « Ne Plus subir », le Syndicat des employés, travailleurs et précaires de la Moselle vous proposent un débat public le samedi 9 octobre à 20 h dans la salle des congrès de la piscine de Saint-Avold, dont le thème sera : « La présence et la propagation des idées d'extrême droite et fascistes dans notre société ».

Le débat sera animé par Alain Bihl, professeur de philosophie, docteur en sociologie, auteur du livre intitulé *Pour en finir avec le Front national* ; par des membres de l'association « Reflex », qui a pour objectif de lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes ; par des membres de l'Association culturelle libertaire et de « Ne Plus Subir ».

Dans cette même salle, de 15 h à 18 h, se déroulera un forum du livre, avec la présentation de tous les ouvrages, brochures et revues édités par l'association « Reflex » et les éditions du Monde Libertaire. A l'occasion de ce forum, Alain Bihl dédicacera son livre *Pour en finir avec le Front national*.

Des tables de presse antifascistes seront installées à cette occasion.
Association culturelle libertaire, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach.

« L'ALTERNATIVE SYNDICALISTE »

Le n° 5 de *L'Alternative syndicaliste*, revue syndicaliste-révolutionnaire, vient de paraître. Au sommaire : le syndicalisme alternatif (Comité d'action syndicaliste de Vallourec [métallurgie] à Vitry-le-François, la plateforme du SUD-PTT au sein du « Groupe de dix ») ; la Yougoslavie ; dossier : « Réduire le temps de travail, la nouvelle frontière du syndicalisme » (contribution d'Alain Bihl) ; itinéraire syndicaliste-révolutionnaire : Alfred Rosmer et les rubriques habituelles (secours international syndicaliste, anticolonialisme, tribune juridique, antifascisme, littérature prolétarienne, économie).

Prix au numéro : 25 F (en vente à la librairie du Monde Libertaire). Abonnement : 120 F pour six numéros (soutien : 150 F). Les abonnés reçoivent régulièrement la *Lettre aux abonnés*, lieu de liaisons et de débats entre la rédaction et les lecteurs.

« L'Alternative syndicaliste », 41, rue des Marais, 95210 Saint-Gratien. Tél. 34.17.40.18

BRADERIE

Radio Libertaire a rencontré ses auditeurs...

...C'était le samedi 18 septembre, au 33, rue des Vignoles à la braderie organisée par l'émission « Annonces d'entraide ». Il faisait beau, et la petite fête a été réussie ! Beaucoup de monde, beaucoup de Guinness et beaucoup d'animation avec un chanteur irlandais, Paul Mc Garriglen, avec Pierre Bonjour et Marc, ainsi que le poète Vincent Jarry et notre célèbre animateur Michel Bonjour (émission « Le Manège »).

Plein d'objets ont fait des heureux : du tableau au lustre en passant par le vélo d'enfant, des livres, des disques, des fringues... 5 F, 10 F, 15 F, 30 F, 50 F... ! Mais lorsque nous avons fait les comptes, nous avons réuni pour la radio 13 406 F. Bien ! On recommencera... Une vieille « brique » et demi, c'est pas si mal !

A la prochaine fois, et merci aux auditeurs d'avoir répondu si nombreux à notre invitation.

Elisabeth
(« Annonces d'entraide »,
mardi de 16 h 30 à 18 h sur 89.4)

Le soutien à RL passe aussi
par la carte d'auditeur de 100 F

RÉSISTANCE OUVRIÈRE

Bilans et luttes cénéétistes

Dans le précédent numéro du *Monde libertaire*, nous avons commencé la parution d'interviews de militants de la CNT. Dans ce numéro, nous continuons cette série d'interviews.

Le Monde libertaire : Nous avons commencé cet entretien par l'activité de la section de la SPES du syndicat des transports. Une autre section syndicale, celle de la COMATEC, a récemment défrayé la chronique. Quels étaient les enjeux des conflits ?

Serge Morisset : La COMATEC, dans le métro, emploie 1500 personnes, réparties sur des dizaines de chantiers. L'un de ces « chantiers » consiste à nettoyer les graffitis qui ornent, si on peut dire, les rames du métro. Dans ce secteur, qui compte vingt-cinq personnes, seule la CNT est présente comme syndicat. Depuis plus de deux ans, les compagnons réclament, ainsi que cela avait été promis, l'intégration de plusieurs primes dans leur salaire. Non content de refuser cette intégration,

le patronat prétendait (et prétend toujours) en supprimer une partie ! Du coup, la section a déclenché une grève illimitée.

Le Monde libertaire : Quelle a été la réaction des patrons ?

Serge Morisset : La réaction a été simple : refus de négocier, et même refus de reconnaître jusqu'à l'existence (et évidemment la représentativité) du syndicat.

Le Monde libertaire : Effectivement, cette bagarre pour la représentativité de la CNT à la COMATEC est un feuilleton interminable ! Alors, représentativité ou pas ?

Serge Morisset : Tu as raison de dire que c'est une histoire qui n'en finit pas. Tout d'abord, pour nous la représentativité réelle passe avant la représentativité légale. Mais quand même... Il y a juste un an, des compagnons, élus délégués du personnel, ont cru devoir nous quitter, comme c'est leur droit le plus strict. Pour la vérité historique, il faut dire que ces compagnons vivaient dans des conditions familiales très

difficiles. Ils n'ont finalement pas résisté aux promesses patronales et ils ont même, sous la pression, créé une section CSL ! Nous ne pouvons donc garder toute notre estime à ces ex-camarades, mais que celui qui n'a pas vécu leurs conditions de vie misérables ne leur jette pas la première pierre...

Toujours des problèmes de reconnaissance pour la CNT.

Pour en revenir à la représentativité, la direction de la COMATEC en a profité pour déclarer la disparition de la CNT. Mais ce n'est pas parce que deux militants quittent la barque, que celle-ci coule. La preuve ! Donc, de nouveau un procès, et en juillet, pour la énième fois, le tribunal d'instance du 11^e arrondissement a accordé à la CNT la représentativité à la COMATEC !

Le Monde libertaire : Et en ce qui concerne le conflit...

Serge Morisset : Tu as raison, c'est le plus important. Après un mois complet de grève, le patronat n'a rien lâché. Devant la proximité de la période des vacances, la section a décidé, en accord avec tous les compagnons concernés, d'arrêter le mouvement, mais en se promettant bien de revenir à la charge, dès que des circonstances favorables seront réunies.

Le Monde libertaire : Sur le plan financier, tenir un mois, ça a dû être très dur...

Serge Morisset : C'est vrai ; aussi, pour atténuer les difficultés, la CNT a lancé une campagne de soutien au niveau confédéral, et là nous devons dire que le résultat a été pour nous inattendu. En effet, à ce jour, le résultat de la souscription a dépassé 65 000 F ! C'est de très loin le résultat le plus important que nous ayons enregistré depuis longtemps.

Le Monde libertaire : Maintenant, je me tourne vers Etienne Deschamps, adhérent du Syndicat de la Communication, de la Culture et du Spectacle, pour qu'il nous parle d'un autre conflit animé par la CNT, celui de la FNAC-Forum. Etienne, le conflit a duré, je crois, moins longtemps que celui de la COMATEC ?

Etienne Deschamps : Effectivement, il n'a duré qu'une semaine. Mais si tu le permets, j'aimerais faire un retour en arrière. Notre section syndicale à la FNAC-Forum n'a que quelques mois d'existence. Dès sa création, comme la section de la COMATEC, elle a été en butte à l'hostilité déclarée de la direction. D'où procès en représentativité, que nous avons gagné ! Ensuite, élections des délégués du personnel où la CNT a emporté 3 sièges, devenant le second syndicat de la FNAC-Forum, juste derrière la CGT (4 sièges). Et puis voilà le conflit qui

éclate. Le motif : tous les ans, la FNAC organise une négociation sur les salaires et les qualifications. Cette année, malgré les excellents résultats financiers enregistrés en 1992 et une prévision positive pour 1993, la direction a annoncé des mesures négatives : blocages des salaires (si ce n'est leur baisse), suppressions de postes, modification des horaires... Face à cette menace, le personnel, appuyé par les sections CNT et CGT, a lancé un mouvement de grève préventif.

Le Monde libertaire : Est-ce que les tractations entre la GMF, propriétaire de la FNAC et le Crédit lyonnais, acheteur potentiel, n'ont pas joué un rôle ?

Etienne Deschamps : C'est vraisemblable, mais nous n'avons pas de preuve. Pour en revenir au conflit, la grève a été très suivie par l'ensemble du personnel. La direction a tenté de faire tourner la boîte avec les cadres et des jaunes. Mais il faut dire que les copains avaient trouvé un moyen efficace pour dissuader les clients de rentrer. Massés devant les portes d'entrée, distribuant des tracts et « armés » de casseroles et de sifflets, ils étaient assez, disons, démonstratifs pour que la clientèle diffère ses achats. Jugeant qu'au bout de huit jours la « démonstration » avait été suffisamment convaincante, le personnel a décidé de cesser le mouvement. Rendez-vous est pris pour une date que le personnel jugera opportune,

Depuis six mois, la vie est trépidante pour la confédération

non seulement à la FNAC-Forum, mais encore à la FNAC-Montparnasse, à la FNAC-Etoile et autres lieux.

Le Monde libertaire : Il nous a semblé que les médias traditionnels s'étaient fait l'écho des activités de la CNT.

Etienne Deschamps : Depuis six mois, notre confédération a vécu une vie trépidante. Et il est vrai que cette activité n'est pas passée inaperçue. On peut citer notes, articles, reportages dans le Monde, l'Humanité, le Parisien, Charlie-Hebdo, le Jour, France 2 et d'autres éventuellement, sans compter le Monde libertaire et Radio Libertaire. Il n'y a pas de quoi se vanter, mais il n'y a pas de quoi se plaindre non plus !

Le Monde libertaire : Pour conclure, j'aimerais demander à Jean-Louis Van Pham, secrétaire confédéral, de nous dire quels enseignements il tire de cette période ?

Jean-Louis Van Pham : Les compagnons qui sont intervenus avant moi n'ont pas fait allusion à notre activité dans le secteur public, où nous sommes entre autres présents à la Poste, dans les Télécoms, l'enseignement, la santé. Ce n'est pas que les problèmes n'y existent pas, mais l'agressivité patronale y est plus diluée. Il est frappant de constater que toute nouvelle implantation de la CNT dans le secteur privé provoque instantanément une répression forcée. C'est une des raisons pour lesquelles nos sections présentent des candidats à certaines élections professionnelles, sous le contrôle de l'Union régionale, et quand cela se révèle indispensable pour résister à cette répression.

On remarque aussi combien la construction de la vie syndicale est une œuvre de longue haleine, toujours fragile, toujours précaire. On croit bâtir dans le définitif, on reste toujours dans le domaine du provisoire. Comme la vie, elle-même...

Je noterai enfin, et ceci nous encourage à poursuivre et à multiplier nos efforts, combien tous nos appels au secours ne sont pas restés vains. De la France entière, et même de l'étranger, des compagnons ont soutenu financièrement, suivant leurs moyens, les luttes de ce premier semestre. Ceci est de bon augure pour l'avenir.

Le Monde libertaire : Et les perspectives à court terme ?

Jean-Louis Van Pham : Bien sûr, être présents dans le mouvement social. Mais ceci ne dépend pas d'un secrétaire confédéral, mais de chaque adhérent et de chaque syndicat. Etre présents également, dans la mesure de nos forces, dans tous les combats où la liberté de l'homme est en jeu, comme ceux menés sur le terrain antifasciste, antifasciste, anticlérical...

Propos recueillis par Yves Peyraut

N.B. : Pour contacter la Confédération nationale du travail (CNT-AIT), écrivez au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. Tél. : 43.72.09.54.

SAINT-AVOLD

La fontaine cache-misère

Dans un des derniers numéros d'*Ambitions*, magazine naborien d'information municipale, est étalée en couverture une photo prise de nuit de la fontaine trônant à l'entrée nord de Saint-Avold.

Cette fontaine, subventionnée à 50% par l'Etat, comme on aime à le souligner dans ce bulletin, a coûté à la ville (ou plutôt aux contribuables) plusieurs millions de francs.

Cette fontaine aurait pu ne pas exister, si on avait demandé l'avis des Naboriens (et pas seulement aux notables). Car les Naboriens, qui souffrent en raison de la conjoncture actuelle, se retrouvent sans emploi et sans ressources, et aspirent à une vie meilleure, auraient certainement souhaité voir utiliser cet argent à des projets sociaux plus concrets.

Mais Saint-Avold est une ville bourgeoise, il faut qu'elle soit resplendissante au milieu du bassin minier en crise.

A la place de cette fontaine, on aurait mieux fait de transférer l'ANPE, ce qui aurait rappelé à certains oisifs que les Naboriens sont, eux aussi, touchés par le chômage.

Le maire, M. Harter, qui arbore un sourire éclatant en deuxième page de magazine, a assisté auparavant à l'assemblée générale de la Croix-Rouge. Lors de cette soirée,

M. Harter a énoncé le bilan des dépenses qu'a entraîné le fonctionnement du restaurant de l'amitié, l'hiver dernier, et les aides accordées à la clientèle de ce local. Bien joli ce mot « clientèle », pour désigner des personnes n'ayant pas de ressources et, pour certaines, pas de toit. M. Harter ne doit plus se souvenir de la signification du mot « clientèle ».

Et ces clients seraient contents de savoir que les dépenses engagées pour ce restaurant sont certainement très inférieures aux dépenses d'électricité nécessaire à l'éclairage de la façade de l'Hôtel-de-Ville, et à l'alimentation des trente projecteurs éclairant cette fameuse fontaine la nuit.

Avec ses trente projecteurs apportant soit-disant un cachet supplémentaire à l'agréable entrée nord, cette fontaine aux jets d'eau circulaires et paraboliques est la fierté de M. le maire et d'une partie du conseil municipal. Dommage que ceux qui subsistent en cette fin de siècle ne puissent pas en profiter... A moins que M. Harter n'autorise cette clientèle à s'y baigner.

Syndicat des employés, travailleurs et précaires de la Moselle (1)

(1) BP 74, 57805, Freyming-Merlebach cedex.

L'UNION RÉGIONALE PARISIENNE
DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
TIENT UNE PERMANENCE CHAQUE SAMEDI
DE 14 H A 18 H
AU 145, RUE AMELOT (M^o OBERKAMPF),
75011 PARIS.
TÉL. : 48.05.34.08.

JUSTICE

Quinze jours dans la peau d'un juré d'assises

L'ANNONCIATION — Un des côtés désagréables, mais prévisibles, du militantisme anarchiste, c'est qu'on intéresse les pandores. Aussi, mon premier réflexe, à la vue d'une convocation d'urgence à la gendarmerie, a-t-il été de me remémorer les actes « coupables » que j'avais pu commettre ces derniers temps ; puis de prendre mon téléphone pour être fixé. Surprise ! Il s'agissait « seulement » de me signifier mon passage en cours d'assises pour une quinzaine de jours en qualité de... juré !

Réaction naturelle : Pourquoi moi ? Réponse, tout bêtement par tirage au sort sur les listes électorales (ça m'apprendra à m'y être inscrit...), selon une procédure qui, me semble-t-il, « privilège » les ruraux (peu de jurés parmi les grandes villes du département). Bien ma veine !

Comme tout anarchiste conséquent, je vomis le système carcéral et n'estime guère plus l'instruction judiciaire. Pas question, donc, de collaborer avec l'ennemi ! Ouais, sauf que tu n'as pas le choix. Il n'existe pas d'objection de conscience dans ce type de situation : tu t'exécutes, sous peine de diverses amendes, voire d'emprisonnement (en cas de récidive). Bref, je suis coincé, obligé de me préparer moralement à décider, au nom du peuple français, du sort d'individus contre qui je n'ai rien.

Un rapide sondage autour de moi indique que personne n'a d'idée claire sur ce que recommande l'éthique en pareil cas. Ligne générale de ce que suggèrent les copains : foutre la merde ou faire en sorte qu'« ils » en prennent le moins possible.

Tiens oui, justement, « ils ». Ce sera qui ? La réflexion anarchiste décrit en général un accusé abstrait, victime du système, et dont on est d'emblée plutôt solidaire. Plus concrètement, les anciens taulards que j'ai rencontrés via le militantisme m'ont convaincu, si besoin était, que foutre des gens en prison était une injustifiable saloperie.

J'avoue attendre la confrontation avec une certaine appréhension : aurai-je à juger — à condamner — des braqueurs (le plus simple), des violeurs (les copines sont tout de suite un peu moins clémentes...), des tueurs de petites filles, qu'un village entier rêve d'écorcher vifs, des boulangères de Reims (tous mes

copains étaient scandalisés par son acquittement), des Touvier (à condamner à une lourde peine...) ou qui d'autre ?

La visitation — Au fait, ça se passe comment, une session d'assises ? La convocation précise seulement que je dois me tenir à disposition de la justice de mon pays pendant « environ quinze jours ». C'est gentil, mais je n'ai pas que ça à foutre ! Au moins, j'aimerais en savoir plus, ne serait-ce que pour m'organiser question boulot, famille...

Il faut croire que je suis le seul à avoir ce genre de problèmes : il me faudra une bonne demi-heure de visite du palais de justice (un vrai moulin...) avant de trouver un interlocuteur compétent, en l'occurrence la greffière de la cour d'assise. Ce que j'apprends n'est d'ailleurs guère réjouissant : nous sommes trente-cinq heureux sélectionnés, on en tire neuf au sort pour chaque procès, et il y a cinq procès au menu de la session ; le procès commence par le tirage au sort des jurés, et enchaîne aussitôt, sans même le temps de passer un coup de fil (on peut toujours demander à un huissier de le faire à notre place). Autrement dit, il faut arriver prêt moralement à passer une journée ou plus au tribunal, et s'estimer heureux si on

« Il n'existe pas d'objection de conscience dans ce type de situation... »

a le temps de rentrer dormir chez soi le soir. En effet, l'audience peut se poursuivre en non-stop, selon la volonté du président, et le verdict doit être rendu avant le début du procès suivant. Il est donc imaginable de sortir à une heure, deux heures du matin et de recommencer à neuf heures le même jour une autre partie. Consolation : si on n'est pas tiré au sort, on est tranquille jusqu'au procès suivant.

En d'autres termes, il vaut mieux tirer une croix sur deux semaines d'activité, sauf motif très grave, et espérer avoir de la chance pendant les tirages au sort. La nation, bonne pomme, consent à quelques indemnités, dont une compensation égale à huit heures de SMIC en cas de perte de salaire.

La greffière me donne, en prime, le menu de la session : deux

braquages, un viol homosexuel (avec violences), un viol par son beau-père d'une mineure handicapée et une bande qui a terrorisé trois nuits durant tout ce qui passait à sa portée. Ça promet d'être gai...

Je dois préciser que la greffière restera la personne la plus humaine, la seule tant soit peu réconfortante que j'aie rencontrée dans ce lieu.

La révision — Le grand jour arrive. Dans la salle des assises, neuf heures du matin, trente-cinq pékins en rangs d'oignons : les jurés. Réflexe (de beauf, je sais, et ça promet pour la suite...) : inspecter la tronche des voisins. Au barème de la plus ou moins sale gueule, je pense pouvoir les classer, grosso modo, en trois catégories : ceux, la majorité, qui arrivent vaguement affriolés, un peu excités, comme s'ils séchaient un cours ; ceux, assez typiquement les hommes jeunes, qui portent une chape de plomb, l'air pas bien sûrs d'être du bon côté du box des accusés ; et ceux qui se font une tête de représentants de la société, celle au nom de quoi on va juger les prévenus, et qui portent sur eux la fierté d'avoir été désignés ; bref, des têtes inquiétantes...

A peine le temps de mater les collègues, on entre dans le vif du sujet. L'huissier fait l'appel (au moins deux fois de suite), puis hurle : « La Cour ! ». Vraiment la tronche de l'emploi, celui-là. La couperose derrière la cravate, le débit bafouillant, embarrassé de sa robe, une caricature de sous-fifre de juridiction, préposé aux basses besognes (faire l'appel, justement ; faire évacuer la salle ; transmettre les billets d'un banc à un autre...). Au demeurant, probablement un brave type.

La première procédure d'une session d'assises consiste à « réviser la liste des jurés ». Il en sort que, une fois évacués le prud'homme, l'illettré, la mère d'enfant handicapé, l'ancien taulard (authentique !) et ceux que les pandores ont été incapables de joindre, nous ne sommes plus que vingt-sept en lice pour cinq procès. Les chances d'y échapper deviennent bien minces.

Seul véritable espoir : être récusé. A chaque procès, l'accusation peut, sans fournir aucune motivation, « récuser » quatre des jurés au moment où ils sont tirés au sort ; la défense peut utiliser ce même droit pour cinq jurés. En outre, les procureurs ont la réputation de virer systématiquement les jurés « trop » diplômés (à vue de nez, je suis le seul concerné du lot). On verra ce qu'il en est.

La vedette — Deuxième temps fort d'une session d'assises, le discours de la star, le président de la cour. Le nôtre est jeune, très à l'aise.

Je ne serais pas étonné d'apprendre qu'il a fréquenté Madelin dans sa jeunesse à Assas. En tout cas, très fort. En moins de cinq minutes (sur un discours liminaire de plus d'une heure), il met le jury dans sa poche, tout en gardant une neutralité de ton et d'expression dont il ne se départira pas durant toute la quinzaine.

Que retenir de son discours ? Une présentation à la fois très cool et très technique de la tâche qui nous incombe. Il en ressort notamment

« ...la parfaite démonstration qu'un procès est une pièce de théâtre... »

que la personnalité de l'accusé aura probablement autant d'importance lors du procès que les faits qui lui sont reprochés. C'est un grand principe de la juridiction française, qu'on appelle l'oralité des débats : on ne juge pas sur un dossier, mais sur l'impression que l'accusé aura produite, sur le brio et la pédagogie dont auront su faire preuve procureur et avocats. Par ailleurs, le verdict étant par définition celui du peuple français, il ne saurait être remis en cause, d'où l'impossibilité de faire appel. Au passage, Monsieur le Président glisse des remarques qui sont loin d'être innocentes : ainsi, la plupart des jurés a dû sortir de la salle persuadée qu'un accusé est coupable de ce qu'on lui reproche ; et qu'infliger une peine de prison fait partie d'une sorte de règle du jeu. Cette peine nous est présentée comme une abstraction, qui ne doit nous poser aucun problème métaphysique ; d'ailleurs, le président n'oublie pas de nous décrire l'arithmétique des remises de peines grâce auxquelles un condamné ne fait pas « nécessairement » la totalité de la peine prononcée. Bref, son discours, sans effet de muscle ni tonalité sécuritaire, est loin, très loin d'inciter au laxisme ou même à la retenue.

Autre « invités » de la séance : un procureur (curieux mélange de Noiret et de Ballardur) et un avocat, qui nous font la parfaite démonstration qu'un procès est une pièce de théâtre où ils se trouvent jouer des rôles différents, c'est tout. Bref, qu'ils n'ont ni sympathie ni antipathie pour l'accusé, et font « consciencieusement » (ils sont très chatouilleux sur ce point) leur boulot. Irrésistiblement, ils me font penser au film *La Vérité*. C'est l'histoire d'un procès où l'accusée finit par se suicider. Grosse émotion à l'audience, et la partie civile murmure : « Sale coup pour nous, ça ». L'avocat, fataliste, lui glisse alors : « Bof, la semaine prochaine, ce sera notre tour d'être les salauds ». Bien vu...

Le verdict — Je n'ai pas envie de m'épancher sur les procès. J'y ai vu un procureur avec une tête parfaitement sympathique. Un déchet d'humanité qui, complètement bourré, a essayé de violer la fille de sa compagne (son système de défense : j'étais tellement plein que je ne pouvais pas bander...). Des homos qui se sont pris douze ans, essentiellement parce que les jurés n'ont pas supporté l'idée que des pratiques sado-masochistes existaient dans leur bonne ville ; à noter, le croirait-on, que les mêmes jurés ont manifestement voulu aussi punir les accusés d'avoir la seule défense potable de la session (« défense de riches ! »).

J'avoue avoir eu l'envie physique, après lecture de l'acte de renvoi, de casser la gueule aux trois enflures (mais quel passé était le leur ?) qui ont rançonné, pillé, terrorisé, violé, séquestré, tabassé, pour s'amuser, une dizaine de quidams en trois nuits.

J'ai eu surtout envie de prêter mon épaule au pauvre gars à l'enfance épouvantable qui, dès l'âge de six mois, pouvait prendre rendez-vous pour son procès, et qui aujourd'hui moisit en taule pour cinq ans avec la sincère sympathie du jury. Je ne plaisante pas ! Le plus terrible était de discuter avec ces gens, tous d'accord pour reconnaître à l'accusé une sacrée déveine dans l'existence, et tous regrettant la lourdeur du verdict, ce verdict qu'ils venaient de prononcer (« Mais c'est le tarif ! »).

Toujours à propos des jurés, j'ai pu constater à quel point des « braves gens » (de fait, la plupart étaient tout à fait sympathiques, en tout cas pas plus méchants ni bornés que d'autres) étaient prompts et enclins à se transformer en juges et à infliger de lourdes peines (de quatre à seize ans) sans se poser plus de questions.

Seuls deux, parmi les vingt-sept jurés, ont pu, par le jeu des récusations, ne jamais siéger dans le « vrai » jury. Je suis l'un de ces deux, les procureurs ayant soutenu leur réputation d'allergie aux jurés diplômés. Ma compagne de hasard m'a fait part de sa frustration, comme on regrette d'avoir attendu quinze jours pour rien. J'ai soutenu que j'étais, surtout, soulagé. Et c'était vrai.

N'empêche, le lecteur frustré de cette fin en queue de poisson le comprendra, je n'ai pas échappé à la tentation du voyeurisme — comment cela se passe-t-il, dans la salle des délibérations ? Et je n'ai toujours pas la réponse à la question qui m'a ôté le sommeil pendant un mois : une fois dans cette fameuse salle, face à mes « collègues » et aux juges, quelle attitude aurais-je adopté ?

Coq's

**11 NOVEMBRE 1993
CONTRE LE NATIONALISME
ET LA GUERRE :
AGIR AU LIEU DE GÉMIR !
AGIR ET DÉSOBÉIR !**

BILLET AMÉRICAIN

L'ouvrier miracle et le satellite poète

Voici le premier texte d'une chronique devant paraître régulièrement, pour quelques semaines, dans les colonnes du *Monde libertaire*. En effet, notre camarade Charles Reeve, de retour des Etats-Unis, nous offrira ainsi, par ses « billets américains », un autre regard, comme il l'avait déjà fait dans *Voyageurs au bord d'une Amérique en Crise*, paru en 1992 aux éditions Traffic (65 F).

Sur Broadway, à la hauteur de City Hall, un jeune camelot perdu dans la foule vend des cassettes de musique haïtienne. On peut lire sur sa casquette : « Je suis un ouvrier miracle. C'est un miracle quand j'ai du travail ! » Les jours du capitalisme post-moderne seraient-ils arrivés et l'Amérique serait-elle passée du rêve à l'attente d'un miracle ? Même les dinosaures des appareils syndicaux dorment moins bien et ne rêvent plus. En ordre dispersé, ici et là, l'ancienne classe ouvrière tente de résister au démantèlement des règles du marché du travail qui datent d'une époque révolue. Le projet d'un marché unique en Amérique du Nord — du Mexique au Canada — doit achever cette destruction et égaliser salaires et conditions de travail, par le bas... il va de soi. D'où ce réveil médiatisé des bureaucraties secouées par l'inquiétude de leur base. Avec un retard considérable, ils découvrent l'avancée inexorable de la désindustrialisation ! Mais, en attendant le miracle, on subit des catastrophes. Le Mississippi inonde tout le Middle-West, les typhons se succèdent sur la côte Est, rayant de la carte villes, plages, ports... Autour des îlots protégés de l'ancienne classe ouvrière monte une marée non moins destructrice : celle du chômage, de la misère, du travail précaire, des salaires et conditions de travail du tiers monde, de la surexploitation des immigrés, avec ou sans papiers... Comme les syndicats, la technologie spatiale américaine a des difficultés. L'état de la NASA en est un exemple. D'ailleurs, elle vient d'annoncer la signature d'un accord de coopération technique avec son homologue russe... Ce qui est peu dire ! L'agence américaine a de plus en plus de mal à lancer ses fusées. Lorsque l'une d'entre elles n'explose pas, ce sont les satellites mis en orbite qui s'échappent dans l'espace. Le dernier gadget envoyé sur Mars a coûté la modeste somme d'un milliard et demi de dollars, et il ne répond plus ! Là aussi, le rêve est en panne. On attend le miracle. Une fraction non négligeable du capital donné par l'Etat américain au complexe militaro-industriel se dissipe poétiquement dans l'infini : version capitaliste moderne du Big Bang.

Charles Reeve
(New York, jeudi 2 septembre 1993)

Des nouvelles de Suède

Social

— LO, organisation syndicale suédoise, a exprimé un intérêt pour l'éventualité de manifestations à Stockholm cet été, ceci dû au fait que, à Stockholm, 25 000 jeunes âgés de moins de 25 ans sont au chômage (26/6/93).

— Le centre ville de Västerås a été le théâtre d'affrontements entre bandes de jeunes impliquant 150 Suédois et immigrés. Des forces extra de police ont été nécessaires pour maîtriser l'événement (22/7/93).

— 77 jeunes gens ont été arrêtés, rapport a de violents troubles au centre de Stockholm pendant le Festival de l'eau (13/8/93).

Antimilitarisme

— Quatre activistes « Plowshare » ont été arrêtés en juillet pour avoir pénétré dans la zone de sécurité de l'usine SAAB-SCANIA à Linköping, où sont fabriqués les avions de combat JAS 39 Gripen, et réussi à saboter quelques-uns d'entre eux. Tous les quatre sont accusés de sabotage grave et risquent une peine de prison pouvant aller jusqu'à dix ans, ainsi qu'une amende de 1,7 million de couronnes (SEK). L'Organisation de paix suédoise (« Svenska Freds ») a donné son support moral aux activistes arrêtés.

— Sept activistes pacifistes ont pénétré à l'intérieur de la prison de Mariestad, afin de montrer leur solidarité avec le seul prisonnier politique de Suède reconnu comme tel, Anders Hagdal, qui purge une peine de quatre mois pour avoir refusé le service militaire (30/7/93).

Emploi

— Les dockers se sont mis en grève pour réclamer une augmentation de 2,25 couronnes par taux horaire et le maintien de leur actuelle paie de vacances. Cette grève a surtout affecté les ports

du nord de la Suède. D'autre part, les travailleurs du Syndicat postal ont débuté un blocus contre les déchargements manuels de gros paquets.

— Vingt-trois journalistes du *Noorrändaska Socialdemokraten* (le second journal social-démocrate de Suède) sont entrés en grève à la suite du licenciement de leur représentant syndical, décrit comme « élément destructeur » (1/7/93).

— Au Parlement suédois, on propose d'affaiblir la loi de protection des ouvriers. Cette proposition est actuellement révisée par des experts (août 93).

— Selon le Département de l'emploi (AMS), le chômage en Suède touche 614 000 travailleurs. Le nombre de femmes sans emploi vient juste de dépasser celui des hommes chômeurs.

Police

La police s'est vue attribuer plus de droits d'« intervention » pour disperser les rassemblements et arrêter ceux qui participent à des manifestations où « l'ordre est dérangé ». Des rassemblements entiers peuvent être l'objet d'arrestations en masse selon la nouvelle interprétation de la loi.

Environnement et écologie

— La section danoise de Greenpeace a publié une étude montrant que les tests de creusement pour le pont d'Öresund (entre Malmö et Copenhague) ont exterminé toute vie sur le bord de la mer (29/7/93).

— La Police de sécurité suédoise (SÄPO) a annoncé l'accroissement des contrôles d'activités écologistes en raison de la nature sérieuse des menaces contre la construction du pont d'Öresund. Ceci a réveillé les discussions concernant l'enregistrement des opinions politiques des citoyens suédois.

Immigration

— 700 Albanais du Kosovo, réfugiés dans trente camps différents, ont commencé une grève de la faim pour réclamer un rendez-vous avec la ministre suédoise de la Culture et de l'Immigration (15/7/93).

— Des bandes de Suédois et d'immigrés se sont battus à Katrineholm, où des problèmes ont suivi la récente installation de réfugiés du Kosovo (7/8/93).

— Les lois sur les visas et mandats ont fait chuter les arrivées de réfugiés en Suède. En moins d'un an, 75 000 personnes se sont vues refuser l'entrée dans ce pays, pour 10 ou 15 000 réfugiés acceptés.

Activités anarchistes

— Au grand festival rock annuel (12/14 juillet), plusieurs groupes d'anarchistes et de syndicalistes ont installé un stand où furent données des informations libertaires. Une brochure spécialement éditée a été distribuée à 9 000 exemplaires à un groupe de visiteurs largement « positifs ».

— Plusieurs groupes liés au Mouvement anarchiste à Stockholm se sont regroupés afin de louer un local. Ce lieu leur permet une coordination et l'expansion de leurs diverses activités politiques, intérieurement et extérieurement. Les groupes impliqués sont, entre autres, un département d'édition de magazine, des groupes de lecture et d'étude, un groupe féministe et un groupe d'activistes écologistes. L'adresse de ce centre anarchiste est la même que celle de *A-Infos*.

Informations extraites du bulletin « A-Infos » (n° 1, juillet-août 1993)

N.B. : « A-Infos », Box 150 15, S-104 65 Stockholm (Suède).

PROGRAMME
DES ACTIVITÉS
DU CENTRE
CIVIQUE DE SANTS
(deuxième semaine)

Barcelone : exposition internationale sur l'anarchisme

lundi 27 septembre - dimanche 10 octobre 1993

Expositions en Salle de l'Auditorium : présence internationale de l'anarchisme ; Francisco Ferrer i Guardia et l'Ecole moderne ; art et anarchie ; l'anarchisme ibérique.

Présentation générale : vendredi 1^{er} octobre à 17 h.

Débat central

« L'anarchisme devant la crise des idéologies » (cinq sessions)

• vendredi 1^{er} octobre, à 11 h : « Ethnie, Nation, Etat » avec Frank Harrison (Canada), Javier Sadaba (Madrid) et Josep Alemany (Barcelone). Coordinateur : Luciano Lanza (Milan).

• vendredi 1^{er} octobre, à 18 h : « Individu, Communauté, Société » avec Agustín García Calvo (Madrid), Edouard Colombo (Paris). Coordinatrice : Silvia Ribero (Montevideo).

• samedi 2 octobre, à 11 h : « Au delà de la démocratie » avec Tomas Ibanez (Barcelone) et José Luis García Rau (Grenade). Coordinateur : Amedeo Bertolo (Milan).

• samedi 2 octobre, à 18 h : « Nord-sud et les damnés de la terre » avec J.-M. Martínez Aliér (Barcelone), Francisco Olaya (Paris), Alberto Villareal (Montevideo). Coordinatrice : Marianne Enckell (Lausanne).

• dimanche 3 octobre, à 11 h : « Une utopie pour le XXI^e siècle » avec René Lourau (Paris), Isabel Escudero (Madrid) et Luce Fabri (Montevideo). Coordinateur : Gerard Jacas (Barcelone).

Débats ouverts (Salon des Actes, 19 h, sauf le 9 octobre)

• jeudi 30 septembre : « Science et anarchisme » avec Jorge Peries (Paris), Antonio Lopez Campillo (Madrid) et le Collectif Médecine naturelle et sociale (Albacete).

• lundi 4 octobre : « Travail alternatif » avec Horst Stowasser (Francfort), Ruben Prieto (Montevideo), Decio Mello (Sao Paulo), Regina Garbillini (Sao Paulo), Virus (Barcelone).

• mardi 5 octobre : « Militarisme » avec Carlos Hinojosa (Barcelone), David Marin (Barcelone), collectif Izar Beltza (Pampelune), le collectif Campi (Saragosse), Mary Laffranque (Toulouse).

• mercredi 6 octobre « Récital de poésie sociale » avec Lizano de Berceo (poète) et Antonio Solà (rapsode). Présentation : Guillem Pizarro Borrás (poète).

• jeudi 7 octobre : « Féminisme/postféminisme » avec Eva Izquierdo (Buenos Aires), Pepita Carpena (Marseille), Conche Serrano (Madrid) et Mujeres Libres (Barcelone).

• vendredi 8 octobre : « Marginalisation sociale » avec Joaquín Rodríguez Suarez (Madrid), Eva García Visiedo (Barcelone), Ignacio Llorens (Majorque) et Ramon García Dils (Barcelone).

• samedi 9 octobre à 11 h : « Enseigner ou apprendre » avec Pere Sola (Barcelone), le Collectif Paideia (Mérida), Dora Barrancos (Buenos Aires), Liberto Serrau (Paris).

• samedi 9 octobre à 18 h : « Anarcho-syndicalisme » avec Pepe Gomez (Puerto Real) et Miguel Corras (Badalona) et Daniel Colson (Lyon).

Cinéma et audiovisuel

a) « Semaine de cinéma libertaire », cinq sessions continues de projections vidéo du 4 au 8 octobre ;

b) projections continues. Salle des projections du Centre civique de Sants.

Chansons en Salle de l'Auditorium, les samedi 2 et samedi 9 octobre à 22 h.

Concerts « anarcho-rock » au Centre civique La Bascula, c. Foc, 128 Sants-Montjuïc, vendredi 1^{er} et 8 octobre à 22 h.

Représentation de comiques et de marionnettes en Salle de l'Auditorium, dimanche 10 octobre à 12 h.

LUTTES SOCIALES

« Amers indiens en Amérique latine »

Christophe Kühn et Maurice Lemoine
éditions Syros

L'Amérique est le seul continent où se juxtaposent et se mélangent des populations issues de tous les autres continents et de presque toutes les cultures. Un continent formé de pays à l'identité mal définie. Un continent dont tous les Etats sont nés d'un génocide ou/et de l'esclavage, où règne une exploitation sociale violente. Un continent où le capitalisme conquiert encore de vastes espaces et où les Etats doivent encore se légitimer par la coercition à l'encontre de masses de populations qui, de manière active ou passive, se montrent réfractaires à leurs lois. Un monde schizophrène où plusieurs dizaines de millions d'autochtones, les « Indiens », sont encadrés par un système idéologique et social conquérant qui leur est complètement étranger.

En Amérique latine, ce système génère des exclusions en masse, comme au Brésil où huit millions d'enfants vivent dans les rues, abandonnés de tous. Ces exclus, par la forme et l'apreté de leurs luttes,

sont les héritiers de la grande tradition syndicaliste européenne. En collaboration avec le photographe Christophe Kühn, Maurice Lemoine, spécialiste des questions sociales et politiques en Amérique latine, s'interroge dans *Amers indiens en Amérique latine* (1) sur le « métissage » que pourrait engendrer la rencontre de ces luttes sociales, dont nous comprenons les modalités, et des luttes indiennes, dont l'aspect millénariste, donc anachronique, rebute généralement les esprits européens peu avertis. Par ce livre synthétique d'accès facile, les auteurs tentent de mettre en lumière la modernité révolutionnaire des luttes indiennes, sans nier leur complexité et leur diversité, voire les impasses possibles.

Ce livre répond aussi à un projet : Christophe Kühn souhaite que ses photos soient utilisées par les Indiens, surtout pour combler l'absence de communication entre nations indiennes, née de la colonisation. En effet, au cours de ses

nombreux voyages, il a été frappé par le sentiment d'isolement paralysant qu'il a rencontré chez nombre de populations indiennes en butte à une féroce ségrégation, se traduisant par l'analphabétisme, des conditions de vie déplorables et la répression. Aussi, ce livre, conçu selon une présentation thématique, laisse une place systématique aux déclarations et aux images d'Indiens de toute l'Amérique latine. En conséquence, est né un ouvrage intéressant pour ceux et celles qui souhaitent mieux connaître la réalité du monde indien et de ses défis, et sortir des clichés dont les productions hollywoodiennes sont si friantes, les plus récentes étant *Danse avec les loups*, *Christophe Colomb*, *Le dernier des Mohicans* et *Agaguk*.

Xavier Merville (gr. Ubu - Paris)

(1) *Amers indiens en Amérique latine*, Christophe Kühn et Maurice Lemoine, éditions Syros, collection Regards mosaïques. Prix : 95 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire.

GALA DE SOUTIEN
A RADIO LIBERTAIRE (89.4)

MARDI 19 OCTOBRE - 20 H

Passage du Nord-Ouest
13, rue du Faubourg-Montmartre
(M° Montmartre)
75009 PARIS

avec la participation de :

LOUIS CAPART
MARIE-JOSÉE VILAR
GILLES SERVAT
CATHERINE RIBEIRO

Prix des places : 80 F
(65 F avec la carte de Radio Libertaire)
Location : librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot, 75011 PARIS
Tél. : 48.05.34.08

LIVRES DE COLLABOS

L'édition à l'heure de l'opportunisme extrême-droitier

On dit que la France est malade de son passé, celui de Vichy plus exactement. En tout cas, le problème de la collaboration ne finit pas de rebondir, notamment dans les milieux littéraires. Jusqu'à une époque récente, les éditeurs publiaient avec discrétion les écrivains compromis pendant la guerre. Les romans de Paul Morand ou de Jacques Chardonne, par exemple, étaient réédités sur la base du « talent » littéraire. Aujourd'hui, les choses changent. Est-ce un effet des succès électoraux de l'extrême droite ?

Toujours est-il que l'édition ressuscite sans vergogne un certain nombre d'auteurs pas vraiment respectables. Ainsi, Céline, dont on publie la correspondance dans la Pléiade, fait actuellement l'objet d'un culte hystérique. On est loin des louanges gênées de jadis envers celui qui a commis des œuvres antisémites comme *Bagatelles pour un massacre*. L'ex-mao Philippe Sollers a proposé que l'on classe « monument historique » le pavillon de banlieue de l'écrivain. Seule l'intervention d'anciens résistants et déportés a pu empêcher cette apologie sordide. Un livre de Céline figure tout de même au concours du CAPES de Lettres (1), c'est-à-dire d'enseignant, de cette année. Précisons que la veuve de l'écrivain s'oppose à la réédition de ses pamphlets antisémites, ce qui facilite un tel révisionnisme.

Même opportunisme en ce qui concerne Pierre Drieu La Rochelle. L'auteur de *Gilles* ou du *Feu follet*, bénéficiait d'une certaine indulgence en raison de son suicide en 1945. Mais la publication de son *Journal* chez Gallimard n'a pu permettre une

réhabilitation. En effet, Drieu s'y autodétruit avec un certain masochisme en déculpant sa haine des Juifs. En voilà un qui n'a pas su gérer sa postérité... La sœur de Drieu a tout de même obtenu que l'on efface sur la photo de couverture un officier allemand dont la présence auprès de l'écrivain semblait gênante. On croyait pourtant que le trucage des photos était l'apanage des régimes totalitaires...

Pour ne pas être en reste, Le Livre de poche, éditeur populaire, prévoit de publier en octobre *Notre avant-guerre* de Robert Brasillach. On peut s'interroger sur les raisons d'une telle réédition. Brasillach, écrivain raté et médiocre, doit sa notoriété à son exécution lors de la libération pour avoir incité au massacre de Juifs et de résistants dans les colonnes de *Je Suis Partout*.

Ce genre de publications sent l'opportunisme à plein nez. Dans les années soixante, on éditait à tour de bras des ouvrages révolutionnaires. Aujourd'hui, les anciens collabos occupent le haut du pavé éditorial. Cela ne doit pas pour autant justifier une quelconque censure. Tous les ouvrages devraient être disponibles (même *Mein Kampf*). Mais le devoir des éditeurs n'est-il pas d'insérer des avertissements aux lecteurs au lieu d'édulcorer et de réécrire l'histoire ? A moins que l'on ne veuille accueillir le fascisme dans le grand spectacle consensuel des médias.

Yves
(gr. Les Temps Nouveaux - Brest)

(1) A Brest, on vient d'inscrire au programme des étudiants de Lettres l'ultra-nationaliste Maurice Barrès.

Maloka
et Guérilla urbaine
présentent
un split 45 tours
(de soutien)
DÉSERT CULTUREL
et LES SKINNY BOYS
(4 titres)
Prix : 25 francs
(port compris)
Maloka
BP 536
21014 Dijon cedex

« Mots et Musiques »
et Radio Libertaire
présentent

SERGE UTGÉ-ROYO
accompagné par
Jacques-Ivan Duchesne

LUNDI 11 OCTOBRE
20 H 30

Théâtre Clavel
3, rue Clavel
(M° Pyrénées)
75019 Paris.

Réservations :
43.84.70.04.
Prix : 70 et 90 F.

Les nouveautés de l'Atelier de création libertaire

Etat - Politique - Anarchie

Le refus de l'Etat affirmé par l'anarchisme entraîne-t-il un refus d'intervenir dans le champ politique ? L'Etat est-il la seule forme d'expression politique ? Le champ qu'il recouvre correspond-il à un besoin qu'on ne peut négliger, mais qui peut peut-être s'exprimer à travers d'autres modes d'organisation ? Sur quels concepts et quelles réalités s'appuie-t-il ?

Brochure comportant des contributions originales de Roger Dadoun, Philippe Pelletier, Pierre Prungnaud, Jean-Marc Raynaud, Alain Thévenet, Jacques Wajnztejn. Prix : 38 F.

William Godwin
et l'euthanasie du gouvernement

Traduction d'une compilation de textes de William Godwin, précédée d'une présentation de sa vie et de ses conceptions par Alain Thévenet.

En 1793 paraît la première édition de *Enquête sur la justice politique et de ses rapports avec le bonheur et la vertu universels*. Dans cet ouvrage, considéré comme le premier exposé d'une philosophie anarchiste, Godwin se livre à une critique radicale de l'Etat. Pour lui, toutes les formes de gouvernement s'opposent au développement de la justice, de la raison et du progrès. Il condamne également la propriété, fondement de l'inégalité et de l'injustice.

Il n'existe aucune traduction accessible des œuvres de Godwin, qui ont cependant influencé tout un courant libertaire anglo-saxon. Nous avons souhaité procurer aux lecteurs de langue française de larges extraits d'une œuvre dont la pensée nous paraît particulièrement vigoureuse.

A paraître fin octobre. Un volume de 160 pages environ. Prix de souscription jusqu'à la fin du mois : 55 F (CCP 57 24 59 L. Lyon).

Atelier de création libertaire
BP 1186
69202 Lyon cedex 01

RENDEZ-VOUS

BORDEAUX

Le groupe Sébastien-Faure lance un appel à souscription, rédigé ainsi : — « Appel à tous les libres penseurs, syndicalistes, pacifistes, anarchistes et plus largement à tous les amis et sympathisants des causes que Sébastien Faure ait pu défendre. La tombe de Sébastien Faure nécessite une sérieuse réfection et des travaux. Le groupe Sébastien-Faure de Bordeaux, contacté par des compagnons de Royan, décide, à cet effet, de lancer une souscription. Vous ferez parvenir votre participation à l'ordre du camarade Alain Perals c/o Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. Vous prendrez soin de porter, au dos de votre participation, la mention : "Souscription Sébastien-Faure". Avec nos remerciements et nos sentiments fraternels. »

CHERBOURG/OCTEVILLE

Les permanences du groupe FA de Cherbourg reprendront chaque premier samedi du mois à partir d'octobre, au foyer Jacques-Prévert d'Octeville à 17 h. Par ailleurs, pour contacter la FA sur Cherbourg (Manche) et Vire (Calvados) ou pour se procurer (contre un timbre à 2 F 80) le *Pépin noir* (feuille d'expression libertaire du groupe de Cherbourg), écrivez au GREL, BP 12, 50130 Octeville.

LE MANS

Le groupe FA du Mans tiendra un stand aux « 24 h du livre », les 9 et 10 octobre prochains. Le samedi 9 octobre à 20 h aura lieu une conférence sur le « nouvel ordre mondial », animé par René Berthier (gr. Février de la FA - Paris), en salle de la Rotonde de la Maison des Associations, 4, rue d'Arcole. Entrée libre.

LILLE

« BENOÎT-BROUTCHOUX, LE MINEUR ANARCHISTE »

A l'occasion de la sortie du film *Germinal*, le groupe Humeurs Noires de la FA, le CCL et la CNT organisent une conférence-débat sur Benoît-Broutchoux, l'anarcho-syndicaliste des mines, le samedi 2 octobre à 15 h au Centre culturel libertaire, 1/2, rue Denis-du-Péage. Cette conférence aura pour thème : « Culture ouvrière, syndicalisme et révolution au début du siècle... et aujourd'hui ». Elle sera animée par Stéphane Callens, co-auteur de la BD consacrée à Broutchoux, Jacques Coulardeaux, chercheur et Jacques Floris, anarcho-syndicaliste, militant CGT. Si vous avez un parent ou grand-parent « Broutchoutiste », désirez de témoigner, écrivez au CCL, 1/2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille ou téléphonez au 20.47.62.65.

PARIS

La bibliothèque de l'Union régionale parisienne de la FA reprend ses activités : prêt et consultation d'ouvrages sur l'anarchisme, le mouvement ouvrier, l'antimilitarisme, le féminisme, la pédagogie, l'anticléricalisme, le domaine international... Ouverture le premier samedi de chaque mois de 15 h à 18 h au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche), 75018 Paris.

BD « Benoît-Broutchoux »

Il y a treize ans environ, paraissaient *Les Aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux*. Aujourd'hui épuisé, cet excellent ouvrage, dessiné à la manière des Pieds Nickelés et agrémenté de documents historiques, fait l'objet d'un tirage à l'occasion de la sortie du film *Germinal*. Publié conjointement, avec le soutien de la CNT, par le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux et le groupe Humeurs Noires de la FA, on peut le commander au prix de 60 F (port compris) en écrivant au CCL, 1/2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.

1985 : L'AFFAIRE DU RAINBOW WARRIOR

VUE PAR « L'INDÉPENDANT » ET « MIDI LIBRE » DE PERPIGNAN

L'opinion publique façonnée par la presse

L'ÉTÉ 1985 FUT MARQUÉ, en France, par l'affaire du Rainbow Warrior, navire de Greenpeace saboté par les services secrets (DGSE) de notre gouvernement « socialiste ». Une brutale illustration du divorce entre les paroles et les actes des hommes politiques : d'un côté les discours confits de générosité et de tolérance avec en refrain les droits de l'homme, de l'autre la raison d'Etat dans ce qu'elle a de plus cynique, de moins raisonnable.

Même la mort d'un photographe dans l'attentat n'entraînera aucun mea culpa. Jusqu'au bout, le gouvernement français s'efforcera d'escamoter ou de minimiser sa responsabilité. Il importait de ne pas perdre la face et de sauvegarder la fiction d'une représentation légitime du peuple français (fiction vitale pour la classe politique). Chanson connue qui durera aussi longtemps qu'un gouvernement régira une masse d'individus dépouillés de leur pouvoir de décision (que ce soit par les urnes, par l'habitude ou par la force).

Une crise, comme celle qui se développe en cet été 1985, est très révélatrice des mécanismes du pouvoir dans une « démocratie » parlementaire, des mécanismes moins évidents et plus autonomes que ceux des régimes totalitaires, mais tout aussi efficaces.

De ce point de vue, le mémoire de maîtrise d'histoire d'Antony Bernabeu, *L'Affaire Greenpeace vue par la presse des Pyrénées-Orientales* (Perpignan 1992), est des plus enrichissants. Cette étude s'appuie sur deux quotidiens locaux (*l'Indépendant* et *Midi libre*), qui dépassent largement le cadre départemental et ressemblent, à quelques nuances près, à ce qui se lit couramment à Brest, Nancy ou ailleurs. Ainsi, malgré les limites qu'il semble s'être fixées, l'auteur témoigne-t-il finalement à travers deux exemples du comportement de la presse française.

Antony Bernabeu commence par un bref rappel des démêlés entre les militaires (bras armé des autorités politiques) et les opposants aux essais nucléaires du Pacifique, puis il entame un feuilleton documenté de

l'affaire Greenpeace et de la manière dont *Midi libre* et *l'Indépendant* la présentent à leurs lecteurs. Après quelques fausses pistes plus ou moins absurdes, la responsabilité de la DGSE s'impose, et nos deux journaux se préoccupent davantage de justifier l'opération (n'en condamnant que la maladresse) que de la dénoncer. A cet effet, Greenpeace est dépeinte comme une association douteuse : « multinationale écolo », « noyauté par le KGB ». Quant à la victime, qu'on ne tardera pas à oublier, elle apparaît comme un probable agent de l'Est (sa mort cesserait ainsi d'être un scandale pour devenir une péripétie de la guerre des espions). La Nouvelle-Zélande, qui n'enterre pas l'affaire, est soupçonnée de menées anti-françaises par *Midi libre*. Apparemment, les bonnes vieilles recettes fonctionnent toujours !

« Oui pour modifier un peu la hiérarchie sociale, non pour la supprimer... »

La révélation dans les colonnes du *Monde* de la présence d'une « troisième équipe » (deux nageurs de combat qui ont posé les mines) modifie brusquement les données et provoque en deux jours la chute d'Hernu (« fusible politique »). Cette révélation (dont on devine aisément la source) ne surprend que les naïfs, mais la mise en cause du gouvernement qui en résulte oblige la presse à des réajustements parfois difficiles (*l'Indépendant* juge « la frontière entre l'information et la désinformation particulièrement floue »). Par contre, Hernu suscite une unanimité imprévue : non seulement nos deux quotidiens régionaux lui découvrent une foule de qualités, mais ils en font quasiment une victime. C'est fou comme dans cette histoire les responsables se transforment en victimes, et vice versa !

Quant à la reprise en main de la DGSE (dont les « fuites » ont déstabilisé le pouvoir politique) les deux journaux n'ont pas d'état d'âme : vivent les services secrets vraiment secrets et les gouvernements musclés ! Au milieu de ce show politique, seul *l'Indépendant* signale l'attentat (à Perpignan !) contre le bus de Greenpeace-France. On parle d'ailleurs de moins en moins de Greenpeace et de son sort, moins encore des essais nucléaires et de leurs nuisances.

On en reparlera quand une flotille d'écologistes se manifestera (en octobre) au large de Mururoa. Les opérations sont alors décrites en termes quasi-militaires, comme un affrontement Greenpeace-armée française. Pas de nuances : Greenpeace ennemi des essais, donc de la France, donc des Français (si vous n'êtes pas d'accord, sans doute êtes-vous un mauvais Français ?).

Les lecteurs de *Midi libre* et de *l'Indépendant* sont désormais mûrs pour accepter la solidarité avec les faux époux Turenge, qui deviennent presque des héros à l'occasion de leur procès et de leur rapatriement anticipé. Antony Bernabeu remarque fort justement que les rédacteurs obtiennent ce résultat « en cherchant fréquemment à ce que les lecteurs s'identifient à certaines personnes ou événements » (devinez lesquels ?). Cette identification abusive n'est-elle pas le fondement même du nationalisme et de ses pires délires patriotards ?

On en vient alors naturellement à évoquer le rôle de la presse dans les crises autrement plus graves que cette bavure des services secrets (guerres, coups d'Etats...). La presse n'est certainement pas ce à quoi rêve Antony Bernabeu, quand il doute de son émergence « en tant que quatrième pouvoir », son rôle dans notre société n'est pas de se dresser vertueuse face à un pouvoir politique qu'il faudrait corriger. Cette illusion naît de ce que la presse institutionnelle entretient sa crédibilité (donc sa clientèle) en affichant une autonomie de principe, mais on ne s'en rend pas compte sur laquelle on est assis : une critique trop virulente sur des points sensibles risquerait de détruire le consensus social et de briser les journaux comme les autres piliers du pouvoir. En un mot : oui pour modifier un peu la hiérarchie sociale, non pour la supprimer, voilà la marge de manœuvre de notre presse. Tout le reste est littérature et faux-semblant.

Jusqu'à présent, la solidarité des diverses formes de pouvoir a toujours été plus efficace que celle des opprimés : peut-être parce que ces derniers croyaient que les loups se mangent entre eux ?

Charles Langand
(gr. Puig-Antich - Perpignan)

N.B. : cet article ne peut évidemment rendre compte de la richesse du travail d'Antony Bernabeu. Ceux qui désireraient lire le mémoire (que son auteur souhaite faire éditer) peuvent le consulter au local du groupe Puig-Antich, librairie « Infos », 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

PARUTIONS

BULLETIN

Le n° 12 du bulletin *Brisons nos chaînes*, publié par le Réseau pour l'abolition de la télévision (RAT), animé par un militant de la FA, vient de paraître. Celui-ci est disponible à la librairie du Monde Libertaire au prix de 10 F.

PRESSE

Le n° 5 (septembre) de *Nada*, « périodique élastique » de 4 pages du groupe toulonnais du même nom, vient de nous parvenir. Pour se le procurer, écrivez à : Nada c/o ACL, BP 6081, 83065 Toulon cedex, en envoyant une enveloppe timbrée. Pour tout soutien, quelques timbres sont les bienvenus.

PRESSE

Le n° 12 de *Drapeau noir*, journal de la FA du Béarn, vient de paraître. Pour se le procurer, envoyez une enveloppe timbrée à l'adresse suivante : Serge Laborde, 23, rue Baratnau, 64160 Morlaas.

BROCHURE

Le n° 5 des *Cahiers de la Vache Folle*, édité par le groupe anartistique la Vache Folle de la FA, est paru. Au sommaire : le désir, traité par des peintres, des poètes, ainsi que diverses interventions. Prix : 20 F (plus 11,50 F de port). A commander à : DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire.

PRESSE

Le n° 12 d'*Encre Noire* est paru. Revue libertaire éditée par les groupes J.-R. Caussimon (Nancy), Ne Plus Subir (Moselle/Bas-Rhin) et les liaisons FA de Saint-Dizier et de Guebwiller. *Encre Noire* est disponible au prix de 5 F (en timbres), par abonnement de 30 F (à l'ordre du CESL) en écrivant au CRES, BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent.

PRESSE

Le n° 101 de *Contre vents et marées*, (septembre 1993) journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, est paru. Il coûte 6 F (abonnement : 60 F pour dix numéros). A commander à « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche (chèque à l'ordre de l'association).

SOMMAIRE

PAGE 1 : Paris-galère pour les mal-logés, Editorial : « Germinal » : briquet mondain et mouvement ouvrier
PAGE 2 : De l'antifascisme à la ligne Maginot (suite p. 3)
PAGE 3 : De l'antifascisme à la ligne Maginot (suite de p. 2), Pour une regard qui ne se détourne pas, Nouvelles du front, Associations, Radio Libertaire a rencontré ses auditeurs...
PAGE 4 : Bilans et luttes cénétistes (suite du ML n° 925), La fontaine cache-misère.
PAGE 5 : Quinze jours dans la peau d'un juré d'assises.
PAGE 6 : L'ouvrier miracle et le satellite poète (billet américain), Des nouvelles de suède, Barcelone : exposition anarchiste internationale.
PAGE 7 : « Amers indiens en Amérique latine », L'édition à l'heure de l'opportunisme extrême-droïtier, Les nouveautés de l'Atelier de création libertaire.
PAGE 8 : L'opinion publique façonnée par la presse, Infos FA.

Pour « le Monde libertaire », un soutien efficace : l'abonnement !